

## Point d'actualités Coronavirus Italie au 31 mars FAM d'après informations SER / CAA de la zone

### Résumé :

Le bilan sanitaire du jour (31/03 à 18h00) en Italie est le suivant : 105 792 personnes contaminées (+4023) dont 15 729 personnes guéries (+1109) et 12 428 personnes décédées (+837).

Les mesures restrictives devraient être prolongées au moins jusqu'au 13 avril.

Le Président du Conseil propose un plan extraordinaire de reconstruction de l'économie européenne « European Recovery and RPlan ».

La crise sociale touche particulièrement le Sud.

Les économistes G. Galli et L. Codogno estiment que le recours au Mécanisme européen de stabilité avec « une conditionnalité édulcorée » est le meilleur outil européen pour lutter contre l'impact économique du Covid-19 en Italie.

### 1. Coldiretti : un demi-million de "nouveaux pauvres" à Pâques à cause de la crise Coronavirus

Le nombre de personnes pauvres qui ont besoin d'aide pour manger risque d'augmenter d'un demi-million en raison des limitations imposées pour contenir l'infection et des pertes d'emplois qui en résultent, même occasionnelles. Selon la Coldiretti, c'est le nombre de personnes qui risque de s'ajouter d'ici Pâques aux près de 2,7 millions d'italiens qui, l'année dernière, ont bénéficié de l'aide alimentaire du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) distribuée par des associations comme Caritas et la Banque Alimentaire. Ces dernières estiment entre 25 % et 30 % l'augmentation des demandes d'aide durant le mois de mars marqué par l'urgence du Coronavirus.

Si l'ensemble du pays est confronté à des situations difficiles, la Coldiretti indique que les problèmes les plus graves sont enregistrés dans le Sud, avec 20 % de personnes pauvres en Campanie, 14 % en Calabre et 11 % en Sicile. Mais les besoins alimentaires se font sentir également dans le Latium (10 %) et la Lombardie (9 %), où l'urgence sanitaire est la plus sévère.

La solidarité contre la pauvreté est mise en œuvre avec de nombreuses organisations actives dans la distribution de nourriture. Au niveau national, près de 200 institutions caritatives sont impliquées dans la coordination des structures locales officiellement reconnues qui s'occupent de la distribution de l'aide octroyée par l'Agence des paiements agricoles (AGEA). L'Italie compte environ dix mille structures de ce type (cantines et centres de distribution). Selon les dernières données de l'ISTAT, les familles italiennes dépensent en moyenne 462 € par mois pour la nourriture et les boissons.

## **2. Couverture santé contre Covid-19 pour les travailleurs de l'industrie alimentaire adhérents au fonds mutuel FASA**

Les organisations professionnelles de la filière agroalimentaire italienne ont mis en place une nouvelle couverture santé contre le Coronavirus pour les employés adhérents au fonds mutuel FASA (Fonds d'Assistance Alimentaire et Santé géré par Federalimentare, FAI CISL, FLAI CGIL et UILA UIL). Une couverture particulière a été développée en faveur des employés travaillant en première ligne face à l'urgence Covid-19 et sera intégrée au fonds en tant que garantie supplémentaire, applicable à partir du 1er janvier 2020 et jusqu'au 30 juin 2020, sauf éventuelle prolongation. L'objectif est de fournir une aide financière aux travailleurs de l'industrie alimentaire positifs au virus grâce à une indemnité journalière, à la fois en cas d'hospitalisation et en cas de quarantaine à domicile. Un numéro gratuit dédié est également mis en place, avec un médecin en mesure de fournir des indications aux bénéficiaires 24h/24 et un système qui permettra aux adhérents du fonds d'effectuer une visite virtuelle avec un spécialiste.

## **3. Filière vin : 1 Md€ d'exportations menacées selon ISMEA**

La crise liée au Coronavirus affecte des zones géographiques qui représentent d'importants marchés pour le vin italien (notamment Royaume-Uni et États-Unis), où l'activité de la restauration hors foyer, principal canal de consommation, est fortement limitée. En faisant l'hypothèse d'une période de difficulté de 2 mois au niveau international, L'ISMEA estime approximativement que près d'un milliard d'euros d'exportations pourraient être menacées, même si la valeur réelle des pertes dépendra du moment et du rythme auquel la consommation repartira, surtout hors domicile.

Dans les premières semaines de la crise, les commandes et livraisons vers les principaux pays étrangers ont été assez régulières. Mais l'arrêt total de l'Horeca a rendu la situation extrêmement préoccupante, notamment pour les produits haut de gamme, entraînant le blocage de certains contrats et le non-respect de renouvellement des autres.

Sur le plan interne, la demande de la grande distribution a été soutenue au moins jusqu'à la mi-mars. Mais la baisse de la demande se fait désormais ressentir et devrait se poursuivre pendant plusieurs semaines. L'augmentation de la demande de la grande distribution ne pourra en tout état de cause pas compenser les pertes cumulées, tant en volume qu'en valeur, puisque les productions haut-moyen de gamme sont celles qui sont le plus vendues via le canal hors domicile.

Dans cette phase d'urgence, le secteur est également confronté à des difficultés logistiques concernant l'approvisionnement en matériaux d'emballage. De nombreuses verreries, par exemple, se trouvent en Vénétie et en Lombardie et fonctionnent à un rythme ralenti. Certains produits, tels que les étiquettes ou cartons, nécessitent des matières premières provenant souvent de l'étranger avec quelques difficultés.

Malgré la situation, les prix à l'origine sont sensiblement stables dans les premières semaines de la crise, grâce aux capacités de stockage du produit. Cependant, la future récolte pourrait se révéler critique pour les caves, dont la capacité de stockage est limitée.